

Embargo ore 10.15



Comunicato stampa

Giovedì 2 febbraio 2023

Una politica economica lungimirante è più importante che mai

economie suisse chiede alla politica un approccio più orientato alle soluzioni piuttosto che alla gestione dei problemi.

L'associazione mantello dell'economia, economie suisse, si aspetta dalla politica una maggiore lungimiranza strategica e soluzioni concrete invece che una costante gestione dei problemi. La forte concorrenza internazionale e le crisi attuali pongono sfide enormi all'economia e alla società. Queste sfide sono spesso complesse e stratificate e richiedono una collaborazione costruttiva anziché un mero marketing politico, soprattutto in un anno elettorale.

In Ucraina è ancora in atto una guerra devastante, le conseguenze della pandemia di coronavirus continuano a manifestarsi a livello dello Stato e delle imprese, l'economia globale si sta raffreddando, le catene di approvvigionamento internazionali sono interrotte, la società sta invecchiando e l'economia è alle prese con un'acuta carenza di manodopera e una minaccia latente di scarsità di energia.

«Il mondo è completamente fuori controllo?», si è chiesta Monika Rühl, Presidentessa della Direzione generale di economie suisse, in occasione della conferenza stampa annuale di economie suisse. Non tutti gli sviluppi citati sono completamente nuovi o sorprendenti. La novità, però, è che si stanno verificando contemporaneamente e in alcuni casi si stanno rafforzando. Per le imprese però cedere al catastrofismo o al pessimismo non è affatto utile ha affermato Rühl. Ciò che è consigliabile, invece, è una gestione delle crisi ben studiata e un'analisi approfondita di come abbiamo affrontato le crisi del recente passato.

La gestione della crisi da parte della Confederazione ha urgentemente bisogno di un aggiornamento e la politica economica della Svizzera ha bisogno di una strategia su come affrontare le grandi sfide a lungo termine. «Chiudere gli occhi non è una strategia», ha detto Rühl. Le aziende devono agire in modo strategico e a lungo termine se vogliono aver successo in modo sostenibile. E: «I politici potrebbero ispirarsi allo spirito imprenditoriale, alla forza innovativa e al dinamismo di molte aziende svizzere. E sono dell'idea che dovrebbero farlo assolutamente».

«La maggior parte delle grandi sfide del nostro tempo sono complesse e stratificate; devono essere considerate in modo olistico e affrontate in modo interdisciplinare», ha aggiunto il Presidente di economie suisse Christoph Mäder. Soluzioni intelligenti e strategie lungimiranti spesso richiedono competenze e prospettive da diverse discipline, punti di vista e unità amministrative. Oggi non c'è quasi più un dossier che riguardi davvero un solo Dipartimento. «Il Consiglio federale nel suo insieme deve assumersi le proprie responsabilità, affrontare come squadra proattivamente e costruttivamente le questioni di grande rilevanza e stabilire le priorità strategiche per l'ulteriore sviluppo del nostro paese insieme a

tutti i Dipartimenti», ha ribadito Mäder. Una lotta sulle competenze, sulle tattiche di partito e marketing politico d'altra parte, non risolverebbe veramente nessuno dei problemi rilevanti.

Christoph Mäder ha illustrato quanto possa essere sbagliata o addirittura pericolosa una visione ristretta del proprio orticello, prendendo l'esempio della politica energetica, la politica di sicurezza e la politica europea. L'economia e la società stanno affrontando sfide importanti anche nel settore della previdenza per la vecchiaia.

In previsione delle elezioni federali del prossimo autunno, Christoph Mäder ha dichiarato: «I partiti, da sinistra a destra, non devono rimanere in un circolo infinito di gestione dei problemi, ma dovrebbero lavorare in modo costruttivo per trovare soluzioni a beneficio della nostra piazza economica, dei posti di lavoro e delle cittadine e dei cittadini del nostro paese. Solo con una cooperazione orientata alle soluzioni tra tutte le parti interessate possiamo creare benessere e sicurezza sociale».

Informazioni:

Cristina Gaggini

Telefono: +41 78 781 82 39

E-Mail: cristina.gaggini@economiesuisse.ch

Embargo jusqu'à 10 h 15



Conférence de presse annuelle 2023

Jeudi 2 février 2023

Seul le discours prononcé fait foi.

La politique ne sait plus penser à long terme

S'inspirer de l'esprit d'entreprise, de la capacité d'innovation et du dynamisme des entreprises

Monika Rühl, présidente de la direction

Mesdames et Messieurs,

Le monde est passé en mode crise. C'est la conclusion à laquelle peuvent parvenir ceux qui ont prêté attention aux contenus relayés par les médias au cours des derniers mois et semaines. La liste est longue : guerre dévastatrice en Ukraine, impact persistant de la pandémie de covid sur l'État et les entreprises, inflation élevée et hausse des taux d'intérêt, ralentissement de l'économie mondiale – avec ici et là une récession, l'interruption de chaînes d'approvisionnement internationales, le vieillissement de la population et un grave manque de main-d'œuvre, la pénurie d'énergie et le changement climatique. C'est à croire que le monde est devenu fou.

Les évolutions mentionnées ne sont pas toutes totalement nouvelles ou surprenantes. Ce qui est nouveau cependant c'est qu'elles surviennent simultanément et se renforcent parfois. Est-ce le cygne noir dont nous savons tous qu'il existe, mais que personne ne pensait voir un jour ?

Du point de vue des entreprises, céder au catastrophisme et au pessimisme n'est d'aucun secours. En revanche, il serait judicieux pour notre pays, de mettre en place une gestion de crise efficace et d'examiner lucidement la gestion des récentes crises. Ces dernières mettent en effet crûment en évidence les domaines dans lesquels la politique n'a pas su nous préparer à des évolutions prévisibles ou probables. Dans le contexte de la concurrence internationale, il ne suffit plus de regarder ce que font les pays voisins et d'appliquer la méthode Coué. Les apparences sont trompeuses. Actuellement, ce sont surtout les États-Unis et l'Asie qui donnent le ton, pas tellement l'Europe. Pour être à la pointe, c'est à eux qu'il faut se mesurer.

Même si la Suisse se positionne sans aucun doute bien dans de nombreux domaines, elle a une grande marge de progression dans d'autres. Pour illustrer cela, je vais mentionner des exemples dans trois domaines : premièrement, la numérisation, deuxièmement, la démographie et, troisièmement, la décarbonation. Selon une récente enquête de PwC Suisse, ces thèmes sont ceux qui, aujourd'hui, préoccupent le plus les cadres des entreprises et qui représentent le plus gros défi pour eux.

1 Numérisation

En matière de numérisation, notre pays est loin d'avoir progressé comme il aurait pu et surtout comme il aurait dû. La crise du covid nous a montré, de manière éclatante, que nous sommes au niveau d'un pays en développement dans le domaine des données numériques, notamment dans le secteur de la santé. Cela vaut malheureusement aussi pour de nombreux domaines de la cyberadministration et des « e-services » des administrations publiques.

Le secteur de l'énergie a fait la même expérience que le secteur de la santé pendant le covid lorsqu'une pénurie s'est dessinée à l'horizon : nous manquons de données en temps réel et donc de bases de décision importantes dans des secteurs vitaux. Sans ces données, élaborer et adopter des mesures revient à peu près à naviguer à l'aveugle ou à mener une politique à coup de « mesurette », qui ne change pas grand-chose, manque l'objectif ou peut même être contre-productive. Disposer rapidement de données est absolument essentiel dans des domaines importants tels que la santé, la consommation d'énergie ou la situation économique, afin de pouvoir prendre des décisions efficaces. Cela vaut pour la Suisse dans son ensemble comme pour chacun d'entre nous.

Nous n'avons toujours pas de vrai dossier électronique du patient, ni de processus douaniers numérisés de bout en bout. Complexes et dépassés, les systèmes qui accompagnent le trafic de marchandises entraînent des charges administratives et des frais supplémentaires pour les entreprises, qui attendent depuis longtemps que les formalités douanières soient modernisées et allégées pour les entreprises.

Le développement du réseau 5G devient également de plus en plus urgent : les réseaux de téléphonie mobile de cinquième génération constitueront à l'avenir une importante plateforme d'innovation pour l'économie. Celle-ci doit être mise en place en Suisse dans un délai raisonnable, afin de permettre la création de nouveaux produits ou services et, au final, d'emplois et de valeur ajoutée.

2 Démographie

De nombreuses économies développées voient leur population diminuer et vieillir. C'est aussi le cas de la Suisse. Avec des conséquences de taille sur le marché du travail, sur la croissance économique et la prospérité, sur les finances fédérales et sur le financement des assurances sociales. Et pourtant, la gauche reste catégoriquement opposée à toute discussion constructive sur un relèvement de l'âge de la retraite. Un tel blocage est nuisible et ne contribue pas à maîtriser les problèmes liés à l'évolution démographique. Au contraire, il alourdit nettement les coûts à la charge des prochaines générations. Après moi, le déluge, comme on dit. C'est irréfléchi et antisocial.

L'évolution démographique aggrave également massivement la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. C'était prévisible, on le sait depuis des années. Toutes les régions de Suisse et de nombreux pays voisins manquent d'artisans qualifiés et expérimentés, de personnel médical, d'ingénieurs et d'informaticiens. Les entreprises ont un cruel besoin de collaborateurs qualifiés. Recruter des professionnels venant de l'étranger peut résoudre le problème ici et là, mais suscite aussi de nouveaux débats, souvent émotionnels – sur la croissance démographique et ses conséquences sur le marché du logement ou sur la densité du trafic, par exemple.

3 Décarbonation

Substituer des énergies fossiles par des énergies renouvelables est un passage obligé. C'est évident et on le sait aussi depuis longtemps. En attendant que d'autres sources d'énergie durables soient disponibles, la décarbonation passe par une vaste électrification : dans l'industrie, dans le secteur du bâtiment et aussi dans les transports. Mais aujourd'hui, nous avons du mal à croire qu'une possible pénurie d'électricité menace tout à coup. Cela tombe pourtant sous le sens : nous devons développer rapidement et massivement la production d'électricité et les réseaux électriques. C'est le seul moyen de poursuivre résolument la décarbonation, sans étrangler les entreprises. Nombre d'entre elles ont fait preuve de clairvoyance et ont pris les choses en main : elles prennent des mesures concrètes pour protéger le climat et préserver les emplois.

Mesdames et Messieurs, si les récentes crises nous ont montré une chose, c'est bien l'impréparation flagrante face à des évolutions prévisibles ou du moins probables. Les crises actuelles ne sont pas non plus les dernières. La gestion de crise de la Confédération doit donc être remise au goût du jour de toute urgence. Quant à la politique économique, elle nécessite une stratégie pour faire face aux différents défis à long terme. Fermer les yeux et foncer n'est pas une stratégie. La « vue d'ensemble du Conseil fédéral » pour le « renforcement de la place économique suisse », présentée il y a un an, est symptomatique de la politique à coup de « mesurette » menée par la Confédération.

Elle énumère de nombreuses mesures à court et à moyen termes, auxquelles il n'y a rien à redire, mais une vision stratégique à long terme fait, par contre, totalement défaut. Le monde politique a un peu oublié de penser et d'agir à long terme. Les grandes avancées de politique économique se font de plus en plus rares. Les tactiques à court terme et le surplace, comme dans la politique européenne, ne font pas avancer notre pays.

Si elles veulent s'affirmer face à la concurrence internationale, les entreprises doivent agir de manière stratégique sur le long terme. Le monde politique pourrait s'inspirer de l'esprit d'entreprise, de la capacité d'innovation et du dynamisme de nombreuses entreprises suisses. Et je suis d'avis qu'il devrait vraiment le faire.

Embargo jusqu'à 10 h 15



Conférence de presse annuelle 2023
Discours de Christoph Mäder
Jeudi 2 février 2023

Seul le discours prononcé fait foi.

Une politique économique avisée s'appuie sur une vision stratégique à long terme

Seules l'ouverture et une collaboration constructive permettent de trouver de bonnes solutions à long terme

Christoph Mäder, président

Mesdames et Messieurs,

Les crises peuvent aussi être des opportunités, à condition d'en tirer les leçons et de prendre les précautions qui s'imposent. Les événements récents ont clairement montré que la plupart des grands défis de notre époque sont multiples et complexes, et doivent être pensés et abordés de manière globale. Dans de nombreux dossiers, l'expertise et le point de vue de différentes disciplines sont souvent nécessaires pour résoudre les problèmes. C'est à cette condition qu'il est possible de développer des solutions judicieuses et durables pour tous les acteurs concernés et de les mettre en œuvre avec succès.

Pourquoi est-ce que je dis cela ? Regardons comment fonctionne le Conseil fédéral : chaque thème est confié à un département, qui propose des mesures, lesquelles sont ensuite approuvées plus ou moins telles quelles par le collège. Est-il possible de répondre à des questions complexes en procédant de cette manière ? Développe-t-on ainsi une vision stratégique à long terme ? Je ne le pense pas. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral n'a pas de stratégie cohérente dans les domaines évoqués il y a un instant par Monika Rühl.

Aucun dossier ou presque ne relève aujourd'hui d'un seul département. Le Conseil fédéral doit donc assumer ses responsabilités en tant que collège, c'est-à-dire traiter en commun de manière offensive et constructive des thèmes importants et fixer les priorités stratégiques pour notre pays de manière interdépartementale. Les querelles de compétence et les tactiques politiques des partis ne résolvent aucun des problèmes qui nous intéressent.

Il en va de même pour la collaboration intercantonale. Personne ne comprend pourquoi les restaurants étaient fermés dans un canton et ouverts dans le canton voisin pendant la pandémie. La politique n'a pas pris les citoyens au sérieux – et l'inverse est vrai aussi. La politique doit faire preuve de plus d'ouverture et collaborer au lieu d'adopter une vision étroite.

Politique énergétique

Le domaine de l'approvisionnement en énergie nous montre à quel point une vision étroite est erronée. La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a certes détérioré la sécurité d'approvisionnement, mais on savait déjà que la consommation d'électricité allait augmenter en Suisse et dans toute l'Europe. Et il était également clair que le développement des énergies renouvelables ne pourrait pas suivre la hausse de la demande. Les citoyens suisses ont malgré tout décidé en 2017 d'interdire l'octroi d'autorisations pour de nouvelles centrales nucléaires.

La première centrale nucléaire a désormais été retirée du réseau, la conclusion d'un accord sur l'électricité avec l'UE se fait toujours attendre et des importations d'électricité fiables en provenance des pays voisins deviennent de plus en plus à un vœu pieux.

L'épée de Damoclès d'une pénurie d'énergie restera au-dessus de nos têtes ces prochaines années. Cela inquiète les entreprises. En cas de pénurie d'énergie, beaucoup seraient menacées de manière existentielle. Pour éviter des fermetures d'entreprises et le chômage, le Conseil fédéral et le Parlement doivent tout mettre en œuvre pour éviter une pénurie.

Il faut coûte que coûte éviter une telle situation, car elle serait désastreuse aux niveaux économique et social. Rien que les dommages à l'économie pourraient se chiffrer en dizaines, voire centaines de milliards et, bien que difficile à quantifier, le risque d'une perte de confiance irréparable des citoyens dans l'État et sa capacité à garantir les services de base pèse également très lourd.

Politique de sécurité

Une vision étroite peut également être dangereuse en matière de politique de sécurité. Depuis près d'un an, les Russes mènent une campagne militaire brutale contre leur voisin. Les images terribles en provenance d'Ukraine montrent clairement à quel point les aspirations à la paix, à la sécurité et à la préservation de l'intégrité sont fondamentales pour les gens et ne vont pas de soi.

Les individus peuvent mener des activités économiques avec succès à condition d'être et de se sentir en sécurité. La politique de sécurité suisse doit tenir compte de l'évolution des rapports de force à l'échelle mondiale, d'un monde probablement de plus en plus bipolaire, et prendre les dispositions nécessaires pour pouvoir garantir la sécurité et la stabilité de notre pays. La sécurité, associée à un cadre libéral, est une condition à la croissance, à la prospérité et à la résilience.

Pénurie de main-d'œuvre qualifiée et immigration

La politique européenne, enfin, montre aussi à quoi mène une vision étroite : à des blocages et à l'immobilisme. Regardons les choses en face : la libre circulation des personnes avec l'UE est l'instrument politique clé. Elle est souvent prise pour cible ou utilisée pour mettre en scène toutes sortes de scénarios catastrophe. Là encore, un regard lucide est généralement plus pertinent qu'une querelle politique partisane.

Le fait est que l'immigration vers la Suisse, pays prospère, est forte en comparaison internationale. Il est vrai aussi, cependant, que sans la main-d'œuvre des pays de l'UE et des pays tiers, nous ne serions pas là où nous sommes aujourd'hui sur le plan économique. Au vu de l'évolution démographique, nous sommes désormais tributaires de la main-d'œuvre étrangère si nous voulons

maintenir notre prospérité. Le fait est aussi que l'immigration suscite incontestablement un malaise dans une partie de la population. Fermer les yeux sur cela serait aussi insensé que de fermer les frontières nationales. Quelles mesures faut-il prendre ?

L'immigration en Suisse dépend principalement de la demande de main-d'œuvre indigène. Toute personne désireuse de réduire l'immigration doit donc contribuer de manière constructive à l'élaboration de mesures permettant d'exploiter autant que possible le potentiel de la main-d'œuvre indigène. Il s'agit notamment d'accroître le taux d'activité des femmes, de réduire l'attractivité de la retraite anticipée, de récompenser la poursuite d'une activité professionnelle à l'âge de la retraite plutôt que de pénaliser les personnes dans les assurances sociales, ou encore d'améliorer l'intégration des demandeurs d'asile sur le marché du travail, de développer les filières de formation dans les disciplines MINT, de promouvoir la formation professionnelle et d'allonger la vie active des femmes et des hommes. Une faible croissance des postes dans le secteur public et une politique des cantons, en ce qui concerne l'implantation d'entreprises, davantage axée sur la création de valeur et la main-d'œuvre locale, pourraient également contribuer à mieux exploiter le potentiel de la main-d'œuvre indigène et donc à ralentir automatiquement l'immigration. C'est à ce genre de mesures que je pense quand je parle de vision à long terme. Dans le domaine de la politique économique, une telle vision aboutit à des mesures efficaces à long terme, et non à des « quick wins » et à du marketing politique.

J'en arrive à la conclusion : s'occuper des problèmes fait incontestablement partie des instruments du marketing politique. Pourtant, les partis, de la gauche à la droite, ne devraient pas s'entêter à travailler en boucle, mais collaborer de manière constructive à la recherche de solutions pour le bien de notre place économique, des emplois et des habitants de notre pays. Seule une collaboration orientée solutions de toutes les parties prenantes nous permettra de créer la prospérité et la sécurité sociale sur la durée.

J'ai commencé mon intervention avec une citation du WEF et je conclurai avec une citation de la même source : « Dans une tempête parfaite, il n'y a pas de solutions parfaites. Mais nous pouvons maîtriser les dégâts et saisir les opportunités. » C'est exactement pareil, Mesdames et Messieurs, dans la politique économique suisse. Nous ne pouvons pas influencer tous les paramètres. Les crises limitent massivement la marge de manœuvre des acteurs concernés. Mais ce qui est en notre pouvoir, nous devrions le faire pour rendre notre économie plus forte et plus résiliente face aux crises qui ne manqueront pas de survenir à l'avenir. Je vous remercie de votre attention.